
CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Douzième session du Comité de pilotage* de la Conférence

22-23 juin 2006, Siège de l'UIP, Genève

DECLARATION

Nous, parlementaires de pays développés et de pays en développement, membres du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC, nous sommes réunis à Genève à la veille d'une réunion ministérielle de l'OMC qui se tient à un moment crucial pour l'avenir du système commercial multilatéral.

En notre qualité de représentants élus des peuples, nous avons pour mission de suivre et contrôler l'action des gouvernements en matière de commerce international en nous efforçant de promouvoir une libéralisation équitable du commerce dans l'intérêt de nos concitoyens. Nous constatons que tant les négociateurs gouvernementaux que les dirigeants de l'OMC se montrent de plus en plus ouverts à l'idée que la Conférence parlementaire sur l'OMC soit, de fait, la dimension parlementaire de cette importante organisation intergouvernementale. Et, grâce à l'engagement constructif de toutes les parties, la Conférence parlementaire sur l'OMC pourrait également devenir à terme la dimension parlementaire de plein droit de l'OMC.

Le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, nous a tenus informés de l'état d'avancement des négociations à l'OMC. Le moment de vérité est arrivé pour le Cycle de Doha et nous dissimulons mal notre inquiétude. Nous sommes convaincus que les déclarations des chefs d'Etat et de gouvernement ne suffiront pas si elles ne sont pas concrétisées par des accords pratiques. En ne donnant pas suite aux intentions exprimées, on risque de compromettre les perspectives d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté, et d'accentuer les tensions dans les relations internationales. La menace est bien réelle.

Nous appelons tous les Membres de l'OMC à faire preuve à Genève tout à la fois d'esprit d'ouverture et de volonté politique. Nous sommes convaincus que des résultats concrets en matière d'accès aux marchés agricoles et non agricoles sont à la fois politiquement indispensables et possibles. Le Cycle de Doha porte sur le développement. Il est notre responsabilité commune. Il n'y a pas de « Plan B ».

* Etaient présents à la session les Membres du Comité de pilotage des pays, assemblées parlementaires régionales et organisations internationales suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Canada, Chine, France, Iran (République islamique d'), Japon, Kenya, Maroc, Maurice, Namibie, Niger, Royaume-Uni, Uruguay, Assemblée parlementaire du Commonwealth, Parlement européen, Union interparlementaire, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce.